

# ACTION URGENTE

## LA FAMILLE D'UN MILITANT LOCAL COURT DE PLUS EN PLUS DE RISQUES

**Margarita Martínez, l'épouse du militant local Adolfo Guzmán Ordaz, a été enlevée, battue et menacée le 25 février. Son mari et elle avaient déjà reçu des menaces de mort après avoir porté plainte contre la police.**

**Margarita Martínez** affirme qu'elle allait chercher son fils à l'école à San Cristóbal de las Casas – une ville du Chiapas – lorsqu'elle a été enlevée par au moins deux hommes. Ils lui ont mis un sac en plastique sur la tête et l'on forcé à monter dans une voiture. Ils l'ont frappée au visage avec un objet contondant et lui ont porté des coups aux côtes, probablement au moyen d'une arme à feu. Ses ravisseurs lui ont dit : « Tu ne pourras plus travailler. » Ils l'ont également menacée de mort et ont exigé qu'elle retire la plainte que son mari et elle avaient déposée en novembre après la descente effectuée à leur domicile de Comitán par des agents de la police judiciaire de l'État, qui n'avaient présenté aucun mandat et avaient tenté d'intimider leur famille. Les ravisseurs ont relâché Margarita Martínez à proximité de son nouveau domicile, à San Cristóbal. Avant de la laisser partir, ils ont déclaré : « C'est un petit cadeau de la part du maire de Comitán. » Margarita Martínez et sa famille s'étaient récemment installés à San Cristóbal car ils ne se sentaient pas en sécurité à Comitán.

En décembre et janvier, Adolfo Guzmán et sa famille ont reçu des menaces de mort anonymes à trois reprises. Ils ont signalé ces faits aux autorités, à la suite de quoi le parquet du Chiapas leur a proposé d'organiser des patrouilles de policiers de l'État et de la municipalité afin d'assurer leur protection. Cependant, Adolfo Guzmán et sa famille ont refusé car ils craignaient que les agents désignés ne soient pas indépendants et puissent entretenir des liens avec les auteurs des menaces dont ils avaient fait l'objet, ce qui leur aurait fait courir davantage de risques.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à fournir sans délai une protection efficace à Adolfo Guzmán, Margarita Martínez et leurs enfants, dans le respect de leurs souhaits, afin qu'ils puissent maintenir leur plainte contre la police ;
- exhortez-les à diligenter rapidement une enquête approfondie et impartiale sur l'enlèvement, les coups et les menaces dont Margarita Martínez a été victime, à en rendre les résultats publics et à traduire en justice les responsables présumés.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 AVRIL 2010 À :

#### Ministre de l'Intérieur :

Lic. Fernando Francisco Gómez-Mont  
Secretaría de Gobernación  
Bucareli 99, 1er. piso,  
Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc,  
México D.F., C.P.06600, Mexique  
Fax : +52 55 5093 3414  
Courriel : [secretario@segob.gob.mx](mailto:secretario@segob.gob.mx)  
Formule d'appel : Señor Secretario, /  
Monsieur le Ministre,

#### Gouverneur de l'État du Chiapas :

Lic. Juan José Sabines Guerrero  
Governador del Estado de Chiapas  
Palacio de Gobierno,  
1° piso, Col. Centro, C.P. 29000 Tuxtla  
Gutiérrez, Chiapas, Mexique  
Fax : +52 961 618 8050, puis  
composez le 21122  
Courriel : [juansabines@chiapas.gob.mx](mailto:juansabines@chiapas.gob.mx)  
Formule d'appel : Señor Gobernador, /  
Monsieur le Gouverneur,

#### Procureur général de l'État du Chiapas :

Mtro. Raciél López Salazar  
Procurador General de Justicia del  
Estado de Chiapas  
Libramiento no. 2010, Col. El Bosque,  
Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, CP 29049,  
Mexique  
Fax : +52 961 6165724  
Courriels :  
[raciel.lopez@mje.chiapas.gob.mx](mailto:raciel.lopez@mje.chiapas.gob.mx)  
Formule d'appel : Señor Procurador, /  
Monsieur le Procureur général,

Copies à : Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, AC, courriels : [frayba@frayba.org.mx](mailto:frayba@frayba.org.mx).

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## LA FAMILLE D'UN MILITANT LOCAL COURT DE PLUS EN PLUS DE RISQUES

Adolfo Guzmán travaille pour Liaison communication et formation (Enlace Comunicación y Capacitación), une organisation locale qui dispense des formations sur les droits humains et le développement économique durable dans les communautés rurales et indigènes. Margarita Martínez milite dans plusieurs organisations de la société civile et elle s'est récemment engagée en tant que bénévole au sein de Liaison communication et formation.

La police de l'État a effectué une descente au domicile de Margarita Martínez et d'Adolfo Guzmán le 8 novembre. Sans présenter de mandat, une vingtaine d'agents de la police judiciaire de l'État ont pénétré chez eux et tenté d'intimider Adolfo Guzmán ; ils ont braqué une arme à feu contre Margarita Martínez. Ils avaient déclaré chercher « quelqu'un », sans préciser de qui il s'agissait. La perquisition avait, semble-t-il, été ordonnée par les autorités de l'État, qui étaient à la recherche des personnes ayant, peu de temps auparavant, organisé des manifestations devant des bâtiments publics et mis en place des barrages routiers. Ces actions de protestation avaient rassemblé des paysans et des commerçants locaux qui réclamaient un espace où vendre leurs produits.

Action complémentaire sur l'AU 16/10, AMR 41/015/2010, 3 mars 2010

